


## Chapitre 7

### Résultats, bienfaits et rentabilité


Les travaux de l'OCDE ont permis de générer des informations extrêmement riches sur les résultats de l'éducation, en particulier avec les enquêtes PISA, qui examinent tous les trois ans le niveau des jeunes de 15 ans dans différents domaines de compétence, en l'associant à des données contextuelles, dans les pays membres et dans un grand nombre de pays non membres de l'OCDE. Ces enquêtes révèlent les différences considérables qui existent entre les pays. L'observation des résultats montre que de nombreux jeunes ont un niveau inférieur au « minimum vital » pour trouver leur place dans les économies du XXI<sup>e</sup> siècle axées sur le savoir. L'OCDE, qui s'est fortement attachée à l'observation des résultats de l'éducation, s'apprête, dans le prolongement de ce travail, à lancer des études sur les compétences des adultes et le devenir des étudiants de l'enseignement supérieur. L'analyse de la rentabilité de l'éducation est également approfondie au sein de l'Organisation, notamment par des directions autres que la Direction de l'éducation. Les observations confirment l'impact positif d'un niveau plus élevé d'études sur un certain nombre de paramètres, incontestablement pour l'individu, et rappellent qu'il faut faire beaucoup plus pour rendre plus transparents les avantages procurés par les études.

## 7.1. Principales constatations et conclusions

**Parmi les pays de l'OCDE, ce sont les étudiants de Finlande et de Corée, et parmi les non-membres ceux du Taipei chinois et de Hong-Kong-Chine, qui réussissent le mieux en mathématiques :** Les pays de ce peloton de tête obtiennent en 2006 des scores moyens en mathématiques assez voisins, entre 549 et 547, distançant assez nettement les autres pays, dont le premier est les Pays-Bas (531). Alors que les pays de l'OCDE ont en moyenne 13.4 % de jeunes aux niveaux supérieurs (5 et 6), la Corée en compte 27.1 %, le Taipei chinois 31.9 % et Hong-Kong-Chine 27.7 %. En Finlande, en Suisse, en Belgique et aux Pays-Bas, au moins un étudiant sur cinq est capable d'exécuter des tâches mathématiques complexes des niveaux 5 ou 6. Pour chaque pays, ce chiffre est un indicateur du réservoir de jeunes ayant des compétences mathématiques de haut niveau, et qui ont des chances de jouer un rôle moteur pour faire avancer l'économie du savoir.


 PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, 2008, chapitre 6.

**Très rares sont les pays où il n'existe pas une forte minorité – voire une majorité – d'élèves très peu performants en mathématiques :** À l'exception de la Finlande et de la Corée, tous les pays de l'OCDE comptent au moins 10 % d'élèves qui ne dépassent pas le niveau 1 de l'étude PISA, ou n'atteignent même pas ce niveau. Dans treize pays de l'OCDE (Autriche, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Portugal, République slovaque, Turquie), cette faiblesse touche un cinquième des élèves, voire davantage. Les élèves très peu performants en mathématiques sont même majoritaires chez les jeunes de 15 ans au Mexique (56.5 %).


 PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, 2008, chapitre 6.

**Une faible variation des performances des élèves va parfois de pair avec un pourcentage élevé d'élèves excellents :** Les six pays ayant la plus faible variation des performances en mathématiques, c'est-à-dire dans lesquels on observe les plus faibles différences de scores entre le 75<sup>e</sup> centile (quartile supérieur des élèves) et le 25<sup>e</sup> centile (quartile inférieur des élèves), voient tous les six leurs performances se situer nettement au-dessus de la moyenne OCDE. En 2000, c'était le cas du Canada, de la Finlande, de l'Islande, de l'Irlande, du Japon et de la Corée. Quatre de ces pays présentant une faible variation des scores en mathématiques (le Canada, la Finlande, le Japon et la


Corée) se classent parmi les six pays de l'OCDE les plus performants en compétences mathématiques (les deux autres étant l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Ainsi, un haut niveau de performance globale dans un pays ne va pas forcément de pair avec de grandes disparités des scores.

 *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2004, chapitre A.*

**On ne compte que cinq pays de l'OCDE dans lesquels plus de deux tiers des jeunes atteignent ou dépassent le niveau 3 de PISA en compréhension de l'écrit – niveau qui correspond à la compréhension et à l'interprétation d'un texte modérément complexe :** Ces cinq pays sont le Canada, la Corée, la Finlande, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande. En moyenne dans l'OCDE, 57.1 % de jeunes atteignent ou dépassent le niveau 3. Le fait pour un pays de compter un fort pourcentage de jeunes au dessus du niveau 3 ne signifie pas forcément que ce pays se classe aussi bien en termes de nombre d'élèves au niveau le plus élevé : ainsi, la Corée compte près de deux fois plus de jeunes que l'Irlande (11.7 %) au niveau 5 (21.7 %).

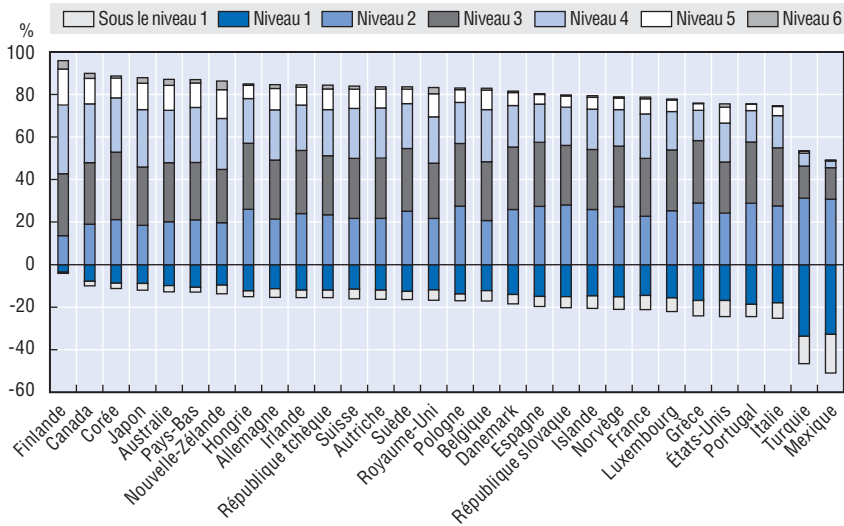
 *PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, 2008, chapitre 6.*

**Dix-huit pays de l'OCDE comptent 40 % de jeunes ou plus n'atteignant pas le niveau 3 en compréhension de l'écrit, et dans 4 de ces pays, ces jeunes peu performants en lecture forment la majorité :** Les pays qui comptent 40 % de jeunes ne dépassant pas le niveau 3 sont par ordre alphabétique l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la France, l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Turquie. Ces jeunes forment même la majorité en Espagne, en Grèce, en Italie, au Mexique, au Portugal, en République slovaque, et en Turquie.

 *PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, 2008, chapitre 6.*


**Les pays de l'OCDE ayant les meilleures performances en sciences sont la Finlande, suivie de l'Australie, du Canada, de la Corée, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas :** Le pays le mieux classé dans l'échelle combinée des sciences en 2006 était la Finlande, se détachant nettement avec un score de 563 – pour une moyenne OCDE de 500. La Finlande est suivie par un peloton de six pays réalisant un score supérieur ou égal à 522, constitué de l'Australie, du Canada, de la Corée, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas. En moyenne dans ces pays, on trouve seulement 1.3 % des jeunes de 15 ans au niveau le plus élevé (niveau 6) contre 3.9 % en Finlande et en

Graphique 7.1. **Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence scientifique dans l'étude PISA (2006)**




Note : Les pays sont classés par ordre décroissant de leur pourcentage d'élèves de 15 ans aux niveaux 2, 3, 4, 5 et 6.


Source : OCDE (2008), PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, Éditions OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/148031078675>

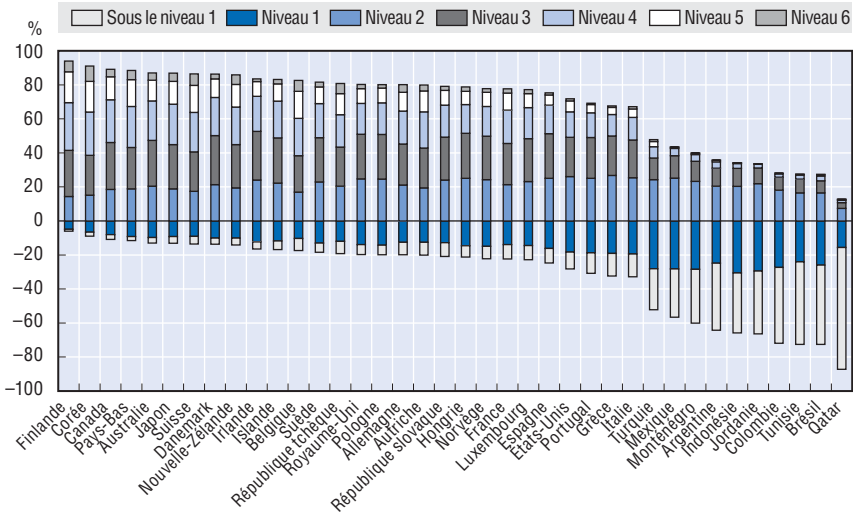
Nouvelle-Zélande. Le pourcentage de ces très bons élèves scientifiques est également relativement élevé (entre 2.1 et 2.9 %) en Australie, au Canada, au Japon et au Royaume-Uni.

 PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, 2008, chapitre 2.

**L'écart entre garçons et filles dans les performances scientifiques est faible :** On n'observe pas de différences statistiquement significatives entre jeunes garçons et filles dans la plupart des pays de l'OCDE. Dans six d'entre eux – Danemark, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Suisse et Royaume-Uni – les garçons ont l'avantage, mais avec une relativement faible marge (entre 6 et 10 points). En 2006, en Turquie et en Grèce, les filles surclassent un peu plus nettement les garçons en sciences (de 11 à 12 points).


 PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, 2008, chapitre 2.

**L'investissement dans l'éducation et l'accueil des jeunes enfants est très bénéfique pour les individus comme pour la société :** Des recherches menées dans différents pays pointent vers une même conclusion : l'investissement dans la petite enfance apporte des avantages non négligeables non seulement aux enfants et à leurs familles, mais aussi à la


Graphique 7.2. **Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence en mathématiques dans l'étude PISA (2006)**

Note : Les pays sont classés par ordre décroissant de leur pourcentage d'élèves de 15 ans aux niveaux 2, 3, 4, 5 et 6.

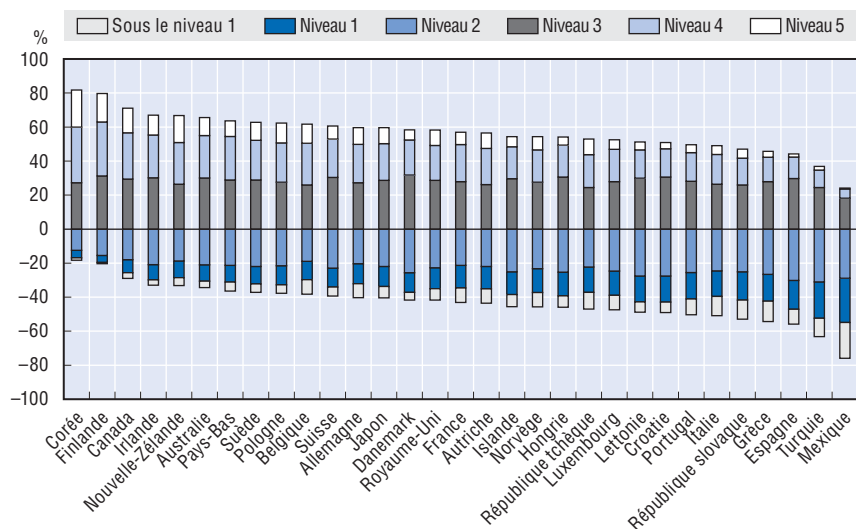
Source : OCDE (2008), PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, Éditions OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/148066583654>

société dans son ensemble. Un accueil de grande qualité de la petite enfance permet de poser des fondements solides pour l'apprentissage, essentiels pour toute la vie. Les enfants issus de milieux défavorisés bénéficient particulièrement de l'acquisition de ces bases. L'investissement dans la petite enfance offre une forte rentabilité sur les plans éducatif, social, économique, et sur le marché du travail; il facilite les transitions d'un niveau d'enseignement au suivant et améliore les résultats scolaires; et il diminue la criminalité au moment de l'adolescence. Un trop faible niveau d'investissement dans l'accueil des jeunes enfants peut se traduire par une offre insuffisante de solutions de garde et par un accès inéquitable à ces services, voire à une ségrégation des enfants en fonction des revenus. L'insuffisance de l'offre accroît les obstacles à l'emploi à plein-temps des femmes – avec les conséquences économiques et sociales qui en découlent – et tend à reléguer les femmes dans des emplois mal payés et à temps partiel.


 *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, 2007, annexe D.

**Le fait d'atteindre au moins le deuxième cycle du secondaire constitue une bonne protection contre le risque du chômage :** Le taux de chômage des individus âgés de 25 à 64 ans qui ont suivi un deuxième cycle du secondaire


Graphique 7.3. **Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence en compréhension de l'écrit dans l'étude PISA (2006)**

Note : Les pays sont classés par ordre décroissant de leur pourcentage d'élèves de 15 ans aux niveaux 2, 3, 4, 5 et 6.

Source : OCDE (2008), PISA 2006 – Volume 1 : Analyse des résultats, Éditions OCDE, Paris.

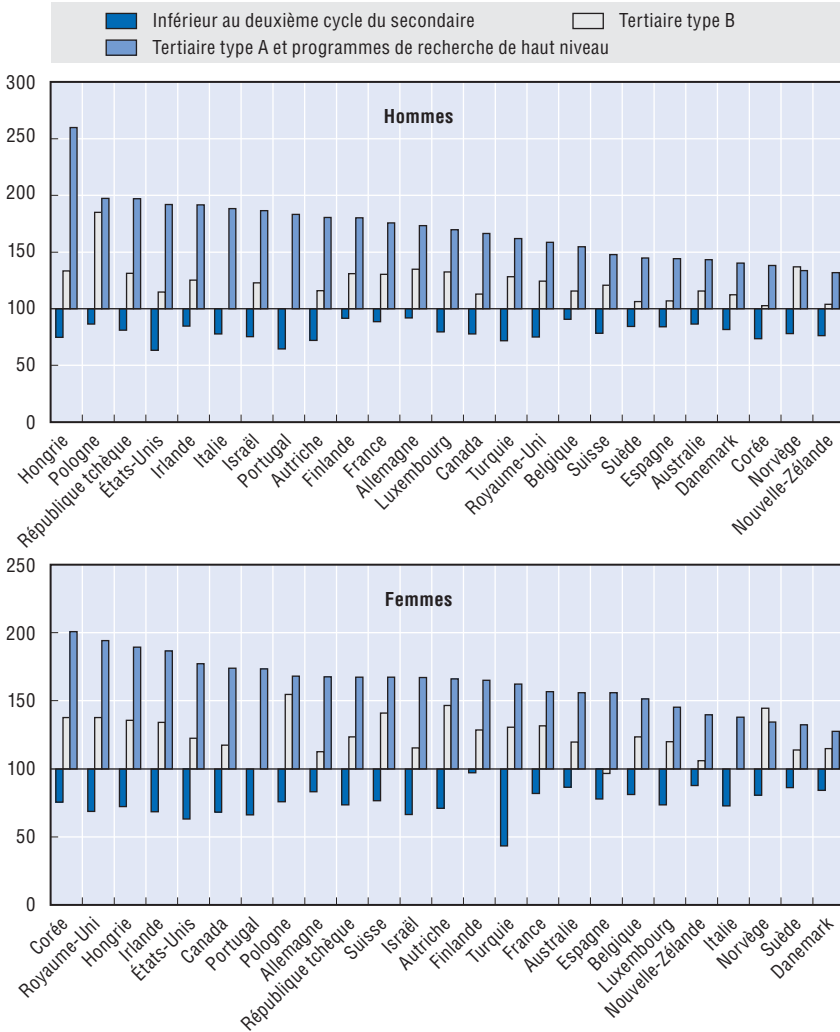
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/148066583654>

est nettement inférieur – de 4.2 points de pourcentage en moyenne en 2006 – à celui des individus qui n'ont pas été au-delà du premier cycle du secondaire. Cet écart est particulièrement important dans les pays de l'OCDE de l'est de l'Europe : Allemagne (10 points de pourcentage d'écart), République slovaque (34) et République tchèque (16.8), et dans ces trois pays, cet écart s'est notablement creusé depuis une dizaine d'années. Si l'on tente d'exprimer cet avantage lié à l'enseignement du deuxième cycle du secondaire en termes de taux de chômage, en Autriche, en République tchèque, au Danemark, en Allemagne, en Hongrie, en Norvège, en République slovaque et en Suisse, les personnes ayant suivi un enseignement de deuxième cycle du secondaire ont moitié moins de chances (ou moins encore) d'être sans emploi que ceux qui n'ont suivi qu'un enseignement de premier cycle du secondaire. Dans un petit nombre de pays (Grèce, Corée, Mexique et Turquie), ceux qui n'ont pas été au-delà du premier cycle du secondaire ne risquent pas davantage d'être sans emploi que ceux qui ont suivi un enseignement de deuxième cycle du secondaire.


 *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2008, chapitre A.*

Graphique 7.4. **Revenus tirés de l'emploi par rapport au niveau d'éducation pour les personnes âgées de 25 à 64 ans, par sexe, 2006 ou dernière année de référence disponible**

Deuxième cycle du secondaire et enseignement post-secondaire non tertiaire = 100




Source : Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2008, Éditions OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/424714668653>

**Dans certains pays, le deuxième cycle du secondaire est très « rentable » en termes de salaires... :** Les pays où le différentiel de rémunération est le plus élevé entre ceux ayant suivi un enseignement secondaire de deuxième cycle et ceux qui n'ont suivi qu'un enseignement secondaire de premier cycle sont l'Autriche, la Corée, les États-Unis, le

Portugal, le Royaume-Uni et la Turquie, où les revenus des personnes en âge de travailler qui ont quitté l'école le plus tôt se situent aux deux tiers des revenus de celles qui l'ont fréquentée jusqu'au deuxième cycle du secondaire. Dans ces pays, les écarts se réduisent chez les jeunes adultes, notamment en Corée où l'écart tend à disparaître, même si en Autriche et en Turquie les différences de salaires restent pour ainsi dire les mêmes. Les femmes turques de tous âges gagnent moitié moins que celles qui ont suivi un enseignement de deuxième cycle du secondaire.


**... mais l'enseignement de deuxième cycle du secondaire ne constitue pas une ligne de partage aussi forte dans tous les pays en termes de revenus :** Dans certains pays, l'avantage lié au deuxième cycle du secondaire par rapport aux personnes qui n'ont suivi qu'un enseignement de premier cycle du secondaire n'est pas particulièrement marqué – ceux qui ont quitté l'école plus tôt gagnent 90 % ou plus de la rémunération de ceux qui sont allés jusqu'au deuxième cycle du secondaire; c'est plutôt entre ceux qui se sont arrêtés après l'enseignement secondaire de deuxième cycle et ceux qui ont suivi un enseignement tertiaire que se trouve la principale ligne de partage. Sur les 25 pays qui ont fourni les données nécessaires pour permettre ces calculs chez les adultes de 25 à 64 ans, c'est le cas de la Belgique (chez les hommes), de la Finlande, et de l'Allemagne (chez les hommes); pour les jeunes âgés de 25 à 34 ans, c'est le cas de l'Australie (chez les hommes), de la Belgique (chez les hommes), de la Finlande, de l'Allemagne (chez les hommes), de la Corée (les jeunes femmes qui ont suivi un enseignement de premier cycle du secondaire gagnent même 1.26 fois *plus* que celles qui sont allées jusqu'au deuxième cycle du secondaire), des Pays-Bas (chez les hommes) et de l'Espagne (chez les hommes).

 *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2008, chapitre A.*

**Il existe une corrélation positive forte entre le niveau d'enseignement et le revenu moyen des individus, avec un avantage important à ceux qui ont suivi un enseignement tertiaire :** Dans tous les pays, les diplômés du supérieur ont des revenus nettement plus élevés que ceux du deuxième cycle du secondaire, lesquels ont des revenus plus élevés que ceux qui n'ont pas été au-delà d'un enseignement de base. Ces dix dernières années, l'avantage financier que procure un niveau de formation tertiaire a progressé dans la plupart des pays, notamment en Allemagne, en Hongrie, en Irlande et en Italie (les quelques exceptions étant l'Espagne et la Nouvelle-Zélande). L'avantage salarial entre les diplômés de l'enseignement tertiaire et les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est en général plus marqué qu'entre ces derniers et les individus issus du premier cycle du secondaire. Tous âges confondus, les hommes et les femmes diplômés du tertiaire jouissent d'un avantage salarial sur les diplômés du deuxième cycle du




secondaire variant de 15 % en Nouvelle-Zélande à 119 % en Hongrie.


 *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2008, chapitre A.*

**Si l'on prend en compte les coûts pour accéder au niveau d'enseignement immédiatement supérieur pour établir des « taux de rentabilité individuels », on constate qu'en moyenne, il est toujours payant de passer du premier cycle au deuxième cycle du secondaire... :** Dans tous les pays, les hommes et les femmes gagnent en général à poursuivre leurs études secondaires. Pour les hommes, ce taux de rentabilité individuel est égal ou supérieur à 10 % dans 8 des 19 pays, variant de 6.1 % en France et 6.7 % au Danemark à 17.5 % aux États-Unis et 18 % au Royaume-Uni. L'écart est encore plus marqué pour les femmes, avec un taux allant de 1.5 % en Corée à 15.6 % aux États-Unis et 18.5 % au Royaume-Uni, en passant par 5-6 % dans quatre pays (Danemark, France, Norvège et Suisse).

**... et encore plus rentable de passer du secondaire au tertiaire :** L'avantage relatif lié à la poursuite des études jusque dans le supérieur – par rapport au deuxième cycle du secondaire – est également réel, voire plus important, dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles. Le taux de rentabilité est de 10 % ou plus dans 10 des 19 pays (il est plus faible au Danemark [4.4 %] et en Suède [5.1 %]) chez les hommes, et dans le même nombre de pays chez les femmes (le Danemark et la Suède affichant encore les taux les plus bas). L'avantage en termes de rentabilité de poursuivre des études dans le supérieur plutôt que de se contenter d'un deuxième cycle du secondaire est de 20 % ou plus chez les hommes en République tchèque, en Hongrie (19.8 %), en Pologne et au Portugal, et chez les femmes en République tchèque et au Portugal.


 *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2008, chapitre A.*

**Les comparaisons internationales montrent que l'éducation joue un rôle crucial dans la productivité du travail et la croissance économique :** Un pays capable d'atteindre des taux de littératie supérieurs de 1 % à la moyenne internationale aura un taux de productivité du travail et un PIB par tête respectivement 2.5 et 1.5 % plus élevés que ceux des autres pays. Les scores de littératie, en tant que mesure du capital humain, présentent de plus fortes corrélations avec la croissance économique que les niveaux de scolarisation. L'Enquête internationale sur la littératie des adultes propose deux explications à ce phénomène : la littératie pourrait constituer une meilleure mesure d'un important déterminant de la croissance; il se peut aussi que les données sur la littératie soient plus comparables que celles sur le niveau d'enseignement.


 *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2006, chapitre A; Coulombe et autres, 2004.*

**Les faibles scores des adultes en littératie et autres compétences sont fortement associés au risque de chômage et de précarité :** La première Enquête sur la littératie et les compétences des adultes mesure les compétences des adultes en compréhension de textes suivis, en compréhension de textes schématiques, en numératie et en résolution de problèmes en définissant cinq grands niveaux de compétence. Le niveau 3 est considéré comme le niveau minimum requis pour répondre aux exigences de la vie professionnelle et de la vie quotidienne. D'après des données collectées auprès du Canada, de l'Italie, de la Norvège, de la Suisse, des États-Unis et de l'état du Nuevo Leon au Mexique, ainsi que des Bermudes :

- Les individus dont le score en numératie est de 1 ou 2 ont deux ou trois fois plus de chances de se trouver exclus de l'emploi depuis six mois ou plus que ceux qui ont des scores plus élevés.
- Chez les jeunes adultes, les bons scores en compréhension de textes schématiques et en numératie sont fortement associés à l'obtention d'un emploi; les jeunes adultes ayant un score de niveau 1 ou 2 ont plus de probabilités de connaître une période prolongée de chômage.


 *Apprentissage et réussite : Premiers résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes, 2005.*

**Le nombre d'années de scolarisation est corrélé à la santé et au bien-être, ce qui renforce la rentabilité sociale de l'investissement dans l'éducation, diminuant ainsi les dépenses de santé :** L'éducation influe directement sur la santé, car elle agit sur les comportements individuels, et indirectement par le biais de facteurs tels que l'effet revenu; elle influe aussi par la transmission d'une génération à l'autre, les parents éduqués veillant plus efficacement à la santé de leurs enfants. Les bienfaits liés à l'amélioration du bien-être et de la qualité de la vie sont importants mais difficiles à quantifier : l'éducation aide non seulement à prévenir la maladie et à appliquer des traitements plus efficaces, mais elle permet aussi aux individus de mener une vie objectivement plus saine. Les bienfaits dans une optique de « réduction des coûts » sont plus susceptibles d'être mesurés, et des études par simulation ont proposé des estimations des économies sur les dépenses de santé qui peuvent résulter de l'adjonction d'une année de scolarisation supplémentaire à une population, ou de la transmission à tous de certaines compétences fondamentales.

 *Comprendre l'impact social de l'éducation, 2007, chapitre 5.*


**La formation mène à des revenus plus élevés et ouvre de nouvelles perspectives d'emploi, particulièrement chez les travailleurs jeunes et mobiles qui ont suivi des études supérieures :** L'enseignement et la

formation des adultes ont un fort impact sur la productivité et sur les niveaux de revenus. Différentes études de panel nationales et internationales (couvrant globalement treize pays d'Europe et les États-Unis) ont permis le calcul de la « prime » de rémunération liée à la participation à des formations : négligeable en France, elle atteint 2.5 % par an en Allemagne et 5 % au Portugal. La formation tend également à réduire les risques de chômage et à accroître les chances de retrouver un emploi après un licenciement. Le gain de revenu associé à la formation est plus élevé lorsque le salarié change d'employeur; les primes les plus élevées sont liées aux formations suivies avec l'ancien employeur, avec les meilleurs résultats pour les travailleurs jeunes ayant suivi des études supérieures.


 *Promouvoir la formation des adultes*, 2005, chapitre 2; Ok et Tergeist, 2003; *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 4.

## 7.2. Orientations pour l'action publique


**Améliorer les résultats de l'éducation pour tous grâce à des environnements d'apprentissage plus stimulants et plus encourageants, c'est un atout important pour maintenir la compétitivité économique :** La capacité des pays de l'OCDE à rester concurrentiels dans l'économie mondiale du savoir dépend de leur aptitude à répondre à la demande de compétences de haut niveau, demande qui augmente à un rythme soutenu. Il faudra pour cela améliorer considérablement la qualité des résultats de l'enseignement et introduire davantage d'équité des chances. Les systèmes d'éducation doivent élaborer des environnements d'apprentissage plus stimulants et plus encourageants, et ils doivent être plus efficaces et plus flexibles afin d'améliorer les résultats de l'enseignement.

 *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2006*, Éditorial.

**Fixer comme objectif explicite la promotion de l'enseignement scientifique, mathématique et technologique auprès des élèves :** Étant donné le déclin de l'intérêt pour les études scientifiques, mathématiques et technologiques, particulièrement préoccupant dans de nombreux pays, et sachant que la motivation et l'engagement des élèves dans ces domaines sont étroitement liés à leur réussite et souvent à leurs choix professionnels à terme, l'OCDE encourage les politiques et pratiques éducatives qui développent l'intérêt et l'engagement des élèves dans les matières scientifiques, mathématiques et technologiques. L'OCDE préconise également un effort supplémentaire pour attirer les jeunes filles vers ces disciplines.

 *Analyse des politiques d'éducation – Édition 2006*, chapitre 5.

**Les pays doivent chercher à faire en sorte que les performances des élèves soient similaires d'un établissement à l'autre :** Lorsqu'il existe une faible dispersion entre établissements, il n'y a pas d'avantage évident en termes de performance à choisir un établissement plutôt qu'un autre. En 2003, dans trois pays – Norvège, Finlande et Islande – l'établissement fréquenté déterminait pour moins de 10 % les écarts de performance en mathématiques; le reste de ces écarts s'observaient « au sein des établissements ». La moyenne OCDE est nettement supérieure à 10 % puisqu'elle se situe presque exactement à un tiers. Les pays où elle est supérieure à 60 % sont la Turquie, la Hongrie et le Japon. L'alignement des performances des élèves des différents établissements est désirable en soi comme objectif de l'action publique, et est compatible avec un niveau global de performance élevé.


 *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2006, chapitre A.*

**Un large cadre de compétences fondamentales pour éclairer l'évaluation :** Les systèmes d'éducation et de formation tout au long de la vie peuvent être évalués à l'aune de leur aptitude à inculquer les compétences de base nécessaires pour vivre dans une société contemporaine exigeante et complexe, compétences qui sortent largement du cadre d'un niveau d'études et d'un contexte éducatif donnés. Trois ensembles de compétences clés ont été définies par le Projet DeSeCo de l'OCDE (« Définition et sélection des compétences clés », 2004); chacun de ces ensembles peut être lui-même divisé entre trois composantes :

1. **Utilisation interactive des outils :** A) la capacité à utiliser la langue, les symboles et les textes de manière interactive; B) la capacité à utiliser le savoir et l'information de manière interactive; C) la capacité à utiliser les technologies de manière interactive.
2. **Interaction au sein de groupes hétérogènes :** A) l'aptitude à avoir de bonnes relations avec les autres; B) l'aptitude à coopérer; C) l'aptitude à faire face aux conflits et à les résoudre.
3. **L'autonomie dans l'action :** A) la capacité à envisager son action dans une optique globale; B) la capacité à concevoir et à mener des projets de vie et des ambitions personnelles; C) la capacité à faire valoir ses droits, ses intérêts, ses limites et ses besoins.


**Investir dans des analyses mettant en évidence la rentabilité et montrant de manière plus précise les bienfaits de la formation tout au long de la vie :** La vitalité du débat public concernant la formation tout au long de la vie est fortement liée à l'hypothèse selon laquelle c'est un bon investissement – pour l'économie, pour la société et pour l'individu. Jusqu'à présent, on ne dispose que de très peu d'éléments pour étayer cette

hypothèse. Les résultats des travaux préliminaires de l'OCDE sont encourageants, mais il faudrait que ces études soient élargies à un plus grand nombre de pays et affinées. Il faut considérer non seulement la rentabilité moyenne de l'apprentissage sur l'ensemble de la vie, mais aussi la dispersion de la rentabilité observée, afin d'y voir plus clair sur l'ampleur et la répartition des risques associés à cet investissement.

 *Co-financing Lifelong Learning: Towards a Systemic Approach*, 2004, chapitre 4.

**Définir plus clairement la rentabilité de la formation et accroître encore cette rentabilité en augmentant l'information disponible et en supprimant les obstacles structurels...** : Les actions visant à améliorer la recherche et la diffusion de l'information peuvent contribuer à convaincre les individus et les entreprises des bienfaits possibles de la formation. L'analyse des coûts/avantages peut donner un éclairage susceptible d'encourager et de motiver les adultes face à l'apprentissage, et permettre de déterminer qui doit assumer le coût financier de la formation. Les éléments attestant d'autres effets sur la société et sur les individus, tels que l'utilité du contenu des formations, le renforcement de l'image de soi et l'intensification des relations sociales, peuvent aussi contribuer à accroître la participation. Les actions visant à encourager les entreprises à investir dans la formation peuvent être renforcées, en favorisant la transparence des investissements dans le capital humain pour qu'ils apparaissent dans la comptabilité de l'entreprise. En agissant directement pour accroître la rentabilité de la formation au moyen de mécanismes alternatifs, notamment en intégrant l'amélioration des qualifications dans le processus de détermination des salaires, on peut inciter les individus à entreprendre des formations et accroître la productivité de l'entreprise.

**... et en rendant les résultats plus transparents, de manière à ce qu'ils soient aisément compréhensibles par les individus comme par les entreprises** : L'élaboration de systèmes de qualifications nationaux donne une sorte d'échelle à cet égard. La reconnaissance de l'apprentissage formel et non formel peut contribuer à réduire le coût d'opportunité de l'apprentissage. L'expérience montre que de nombreux pays adoptent cette pratique car ses avantages peuvent être considérables et peuvent contribuer à créer une culture de formation tout au long de la vie.

 *Promouvoir la formation des adultes*, 2005, chapitre 2.

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	9
<b>Chapitre 1. Éducation et accueil des jeunes enfants</b> .....	11
1.1. Principales constatations et conclusions. ....	12
1.2. Orientations pour l'action publique .....	16
<b>Chapitre 2. Enseignement scolaire – investissements, organisation et acquisition de connaissances</b> .....	19
2.1. Principales constatations et conclusions. ....	20
2.2. Orientations pour l'action publique .....	28
<b>Chapitre 3. Transitions au-delà de la formation initiale</b> .....	35
3.1. Principales constatations et conclusions. ....	36
3.2. Orientations pour l'action publique .....	41
<b>Chapitre 4. Enseignement supérieur</b> .....	45
4.1. Principales constatations et conclusions. ....	46
4.2. Orientations pour l'action publique .....	52
<b>Chapitre 5. Éducation et formation des adultes – participation et services proposés</b> .....	59
5.1. Principales constatations et conclusions. ....	60
5.2. Orientations pour l'action publique .....	64
<b>Chapitre 6. Formation tout au long de la vie</b> .....	67
6.1. Principales constatations et conclusions. ....	68
6.2. Orientations pour l'action publique .....	71
<b>Chapitre 7. Résultats, bienfaits et rentabilité</b> .....	75
7.1. Principales constatations et conclusions. ....	76
7.2. Orientations pour l'action publique .....	85
<b>Chapitre 8. Équité et égalité des chances</b> .....	89
8.1. Principales constatations et conclusions. ....	90
8.2. Orientations pour l'action publique .....	95
<b>Chapitre 9. Innovation et gestion des connaissances</b> .....	101
9.1. Principales constatations et conclusions. ....	102
9.2. Orientations pour l'action publique .....	104
<b>Bibliographie</b> .....	107

**Liste des tableaux**

1.1. Principales formes de financement des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants (0 à 6 ans) dans une sélection de pays .....	15
--	----

**Liste des graphiques**

1.1. La majorité des enfants entrent à l'école bien avant l'âge de 5 ans (2006) .....	12
2.1. Des dépenses par élève en hausse .....	22
2.2. Nombre total d'heures d'instruction prévues pour les élèves de 7 à 14 ans dans les établissements publics (2006) .....	24
3.1. L'achèvement des études secondaires du deuxième cycle est à présent la norme dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. . .	38
3.2. Estimation du nombre d'années en formation et hors formation chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans (2006) .....	39
4.1. Proportion de titulaires d'un diplôme de niveau tertiaire dans la population (2006) .....	47
4.2. Répartition des étudiants étrangers dans l'enseignement tertiaire, par pays d'accueil (2006) .....	50
5.1. Adultes participant à des activités éducatives (2006) .....	61
6.1. Espérance d'éducation d'un enfant de 5 ans à partir des profils d'effectifs actuels (2004) .....	70
7.1. Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence scientifique dans l'étude PISA (2006) .....	78
7.2. Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence en mathématiques dans l'étude PISA (2006) .....	79
7.3. Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence en compréhension de l'écrit dans l'étude PISA (2006) .....	80
7.4. Revenus tirés de l'emploi par rapport au niveau d'éducation pour les personnes âgées de 25 à 64 ans, par sexe, 2006 ou dernière année de référence disponible .....	81
8.1. Les filles dépassent les garçons en termes de participation au deuxième cycle du secondaire et à l'enseignement supérieur, comme le montrent les chiffres pour différentes tranches d'âge en 2006 .....	92
8.2. Immigration et performances en mathématiques en 2003 .....	93

## Ce livre contient des...



**StatLinks**

**Accédez aux fichiers Excel®  
à partir des livres imprimés !**

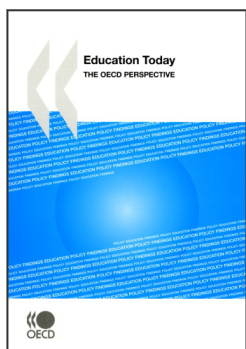
En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.





Extrait de :  
**Education Today 2009**  
The OECD Perspective

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264059955-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2010), « Résultats, bienfaits et rentabilité », dans *Education Today 2009 : The OECD Perspective*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264059979-8-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).